

ATTAC Québec

Association québécoise pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

BULLETIN JUIN 2003

«Se faire jeter à la rue de même, franchement, c'est de l'abus de pouvoir direct ! [...] Des conseils municipaux schizophrènes par rapport à leur population, proches des entrepreneurs, c'est assez répandu au Québec. J'appelle ça des politiciens-promoteurs. Ils mettent sur le même pied le coût d'un humain et le coût du ciment.»

Richard Desjardins à Val-David

PETITE HISTOIRE DE GENTRIFICATION... GUINDONVILLE RÉSISTERA !!!

Par le collectif Action Guindonville



L'histoire débute en mai 2002, dans un magnifique petit village des Laurentides du nom de Val-David. En cette période printanière, un emprunt de 500 000 \$ est attribué à la municipalité pour la concrétisation d'un projet d'aménagement du parc régional Dufresne, comportant un stationnement de 300 places et un chalet d'accueil. L'emplacement parfait : la terre de M. Yvon Guindon, un des pionniers et fondateurs du village, située juste au pied du Mont Condor et abritant sept maisons qui logent une dizaine de locataires. Jusqu'ici

tout va bien, la population n'a pas eu mot de l'affaire. Seulement trois avis publics sont affichés durant quelques heures et à une date précise. Résultat, zéro signatures inscrites sur les avis contre le projet. Pourtant, 1225 signatures (résidents et touristes de Val-David confondus) sont recueillies à travers une pétition mise en circulation par Jean-Pierre Charce, un des locataires.

Âgé de 87 ans, M. Guindon, ne désirant nullement vendre son bien acquis est alors exproprié. La somme de 208 000 \$ est fixée par l'évaluation effectuée par la mairie, pour l'achat du site et des maisons. Totalisant 36 acres (4925.08 pc.) de superficie, Guindonville (du nom de son propriétaire) réunit en effet sept maisons à loyers modiques. On y trouve dix locataires à faibles revenus dont des artistes, des personnes handicapées... bref des « marginaux », amoureux de cet endroit idyllique, à qui l'on remet un avis d'éviction pour le 1^{er} Juillet 2003. Objectivement, le tout peut sembler banal jusqu'ici, mais sachant la pénurie de logements abordables

à Val-David et ses environs...les locataires risquent de perdre une qualité de vie incomparable, étant situés à la fois à proximité du village, du parc linéaire et de la montagne.

D'autres endroits du même secteur, ne nécessitant aucune expropriation, ont été proposés. Certains s'avèreraient même moins coûteux, bien situés ou plus écologiques. Malgré tout, la municipalité de Val-David s'obstine à vouloir conserver le choix de Guindonville pour y installer son « asphalte à parking » et ce, soit disant au profit de la « collectivité ». À qui donc rapportera réellement ce projet d'envergure...et qui paiera pour l'ambition démesurée d'une petite élite !?

Une autre pétition, de 500 signatures cette fois, vient renforcer le non sens d'un tel projet. Parmi elles, celles de Richard Desjardins, Gilles Vigneault, Richard Séguin, Michel Rivard et Luc Picard demandent au ministère des Affaires Municipales de l'époque, M. André Boisclair, d'intervenir dans le dossier. Une suggestion en ressort : la construction d'un HLM. Malheureusement, André Desjardins, directeur général, se défend rapidement en attestant que Val-David n'a nullement besoin de logements sociaux. Depuis, un des conseillers municipaux, M. Aldéi Darveau, qui semble vouloir se faire du capital politique, a formé un comité de soutien au logement, afin de discuter des possibilités quant à l'éventuelle édification de logements sociaux...mais pourquoi ne pas rénover les sept charmantes maisonnettes de Guindonville au lieu de les faire disparaître pour bâtir des blocs appartements un peu plus loin ? ... et oui ! détruire pour mieux reconstruire...

Les locataires de Guindonville et leurs sympathisants ne se laissent pas impressionner et poursuivent leur quête de démocratie... Après une marche pacifique de protestation le 1er février 2003, une brillante intervention de Richard Desjardins

le 24 avril 2003, qui fit la démonstration de son engagement social, réanima la fougue contestataire de « l'opération Guindonville », de nouveau projetée sur la sellette. Les locataires tentent aussi de faire valoir en cour supérieure les motifs graves à leur égard causés par leur éviction des lieux en date du 1er juillet et demandent une prolongation de séjour jusqu'au 31 octobre... (Notons que la mairie a envoyé aux locataires une indemnisation provisionnelle de trois mois de loyer, avec laquelle ces derniers devront payer un loyer à leurs nouveaux propriétaires!!!) Mais le juge Pierre Journet rend un verdict négatif... les résidents doivent quitter pour le 1^{er} juillet.

Maintenant que toutes les ressources légales sont épuisées, les Guindonvillois ont choisi de suivre la voix de leur cœur et de résister. Contamination positive et résistance passive...concerts tous les soir sur une belle scène construite avec du bois de récupération. Nous avons décidé de siéger les lieux et de rester ! Une personne s'est attachée à une des maison : geste symbolique pour exprimer notre désaccord face à la décision irréfléchie de nos élus, qui semblent considérer le coût d'un humain au même titre que celui de l'asphalte. Nous voulons ainsi préserver la nature du lieu et faire VIVRE Guindonville le plus longtemps possible, en même temps que de sensibiliser les gens sur l'ampleur du problème qui, au-delà de Guindonville, affecte plus globalement la démocratie et le droit humain, celui d'exister malgré la différence...

Nous avons l'appui du FRAPRU, qui soutient la cause de Guindonville. L'organisme a demandé l'intervention du Ministère des Affaires Municipales, à suivre...

Venez visiter notre site internet, pour plus d'infos www.guindonville.ca.tc
Et nous vous invitons à venir nous voir !

ATTAC-QUÉBEC ÉTAIT REPRÉSENTÉ AU CONTRE-SOMMET DU G8 D'ÉVIAN

Par Catherine Caron – Attac-Montréal

Le président d'Attac Québec, Robert Jasmin, ainsi que deux membres d'Attac Montréal résidant en France pour l'année, Catherine Caron et Claude Vaillancourt, étaient les invités d'Attac France dans le cadre du G-Monde, l'un des événements du contre-sommet du G8 d'Évian, baptisé *Sommet pour un autre monde**. Ils ont porté la bannière d'Attac Québec tout au long du parcours de la manifestation du dimanche 1^{er} juin, suscitant l'enthousiasme de nombreux manifestants heureux de cette présence québécoise (voir article du 1^{er} juin, *Le plus gros cortège de tous les temps* à l'adresse : <http://www.attac.info/g8evian/>).

Le coup d'envoi des actions prévues pour dénoncer l'illégitimité du G8 à décider des affaires de la planète a ainsi été donné le mercredi 28 mai à Paris. Ce jour-là, une quarantaine de représentants des Attac des 4 continents - du Japon au Canada, de la Côte d'Ivoire au Chili, de la Finlande au Maroc, de la Pologne au Venezuela - se sont retrouvés en réunion à Paris avant de partir le lendemain pour la région d'Évian après un pique-nique au Bois de Vincennes avec les militants d'Attac de la région parisienne. Ils étaient ensuite accueillis par des militants d'Attac de Haute-Savoie qui les ont hébergés et leur ont offert une soirée festive avec la population d'Annecy.

Entre Annemasse et Genève

Les délégués du Québec ont assisté aux multiples conférences données à Annemasse (sur les OGM, la criminalité financière et les paradis fiscaux, l'eau, l'OMC, les retraites, la pauvreté, etc.). Robert Jasmin s'est également rendu à Genève pour participer au Colloque des Attac d'Europe où l'on travaillait notamment sur le renouvellement de la plate-forme d'Attac. S'y tenaient des tables rondes sur les guerres économiques, sociales et militaires avec des intervenants

d'une grande qualité (José Bové, Susan George, Jean Ziegler, Eric Toussaint, Nicoletta Pirota, etc.).

Robert Jasmin a pris la parole lors des deux conférences de presse qui ont eu lieu, la première à Paris, la seconde à Annemasse. L'objectif de ces conférences consistait à présenter les activités des Attac du monde et à présenter à la presse la Déclaration du G-Monde. Cette Déclaration, élaborée par tous les Attac à partir de leur réunion à Porto Alegre en janvier 2003, rappelle les aspirations des peuples du Nord comme du Sud, et expose les voies pour les faire aboutir. Elle montre que, face aux prétentions hégémoniques du G 8, un monde autre que celui de la finance, des multinationales et des guerres préventives est bel et bien possible ! Des délégués en ont lu des extraits, chacun dans leur langue respective, ce qui constitua un témoignage éloquent en faveur de la diversité culturelle. Le texte devrait être disponible sous peu sur le site d'Attac-France. Par ailleurs, Robert Jasmin, a été interviewé par Daniel Mermet, qui anime une émission militante réputée sur France Inter tous les jours à 17h, et par Christian Rioux du Devoir.

Tribunal international du libéralisme

L'un des faits saillants de ce contre-sommet fut le Tribunal international du libéralisme. Quelques délégués (Argentine, Brésil, Hongrie, Japon, etc.) y accusaient les grandes institutions financières internationales (FMI, BM, OMC, G8, Commission européenne), « incarnées » avec ironie par des personnalités d'Attac-France. Elles furent sentencées par le « procureur » et président d'honneur d'Attac-France, Bernard Cassen, et condamnées à l'unanimité (sauf une abstention !). Le tout fut à la fois comique (la Banque mondiale rejetant le blâme sur le FMI) et émouvant (la

représentante du Brésil parlant de la privatisation future du soleil et des étoiles et accusant ces institutions de la mort, de la faim, de la soif, de l'absence de rêves et de la tristesse de millions de personnes).

Claude Vaillancourt, d'Attac Montréal, a accusé Paul Martin (très potentiel futur premier ministre du Canada), pour son utilisation très néolibérale des paradis fiscaux (soulignant le fait que Martin, pour échapper aux accusations de conflit d'intérêt et de manque d'éthique, a légué sa flotte de bateaux enregistrée sous pavillon panaméen à ses enfants, ce qui a bien amusé la salle !). Il a aussi accusé le Québec de laisser saccager la forêt boréale au nom du commerce. Le gouvernement canadien a été accusé de sous-financer le système de santé en période de surplus budgétaires, dans le but d'ouvrir la voie aux privatisations qu'il encourage en étant, autre grave accusation, l'un des plus ardents promoteurs de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le procureur (Cassen) a commencé par remarquer le fait que jamais, en si peu de temps dans l'Histoire, un si petit nombre d'individus et d'organisations ont contribué à un si grand nombre d'effets désastreux sur la population mondiale. Est-ce là le fait d'une association de malfaiteurs ou d'une bande organisée, s'est-il demandé ? Dans son réquisitoire, il a entre autres (nous risquons d'oublier quelques éléments ici) exigé de la Banque Mondiale et du FMI la transparence, la soumission de leurs actions aux parlements nationaux ainsi que le retour à leurs mandats d'origine. Il a de plus exigé leur passage immédiat sous tutelle de l'ONU. Contre les grands médias (non défendus puisque non présents !), le procureur a demandé la publication des membres actionnaires, l'autonomie des rédactions par rapport à leurs propriétaires, la suppression totale de la publicité sur les chaînes publiques et l'affectation d'une bonne partie des bénéfices publicitaires au

financement des chaînes publiques. Il concluait en demandant que les dirigeants du G8 ainsi que les conseils d'administration du FMI et de l'OMC soient condamnés à des travaux d'intérêt public pendant cinq ans dans des lieux déterminés en fonction des dégâts qu'ils y ont causés ! Le G8 doit pour sa part être dissolu immédiatement.

Ce G-Monde fut évidemment l'occasion pour Attac Québec de consolider des liens déjà existants et d'en tisser de nouveaux notamment avec des militants d'Argentine, du Chili et de la Bolivie dans le cadre de la lutte contre la ZLÉA, mais aussi avec des gens de Tunisie, du Maroc et du futur Attac-Colombie-britannique !

Prochain rendez-vous : Cancun septembre 2003

De toutes les mobilisations évoquées au cours de toutes les conférences, celle contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'occasion de la rencontre ministérielle du Cancun (10-14 septembre 2003) est considérée comme le prochain rendez-vous crucial des altermondialistes. En France, on entend rassembler 100 000 personnes contre l'OMC sur le Plateau du Larzac du 8 au 10 août. Le 3 septembre, on prévoit des manifestations partout dans le monde. La semaine du 7 au 14 septembre a été décrétée : semaine de mobilisation internationale contre l'OMC. Certains des chefs de file actifs dans cette lutte (Seattle to Brussels Network, From the Global South, Via Campasina, Attac) ont insisté sur la nécessité de lancer la résistance à partir de la force de la mobilisation anti-guerre que nous avons vécue cette année et de se manifester partout dans le monde. Il est temps de mettre la pression sur chacun de nos pays au niveau national et de constater que nos grains de sable ont un effet sur la machine OMC (retards dans plusieurs négociations, publication des listes des secteurs offerts et demandés à la libéralisation dans le cadre de l'AGCS —chose impensable en Europe il y a un an—, etc.). Il faut savoir profiter d'une situation qui voit aussi l'OMC aux prises

avec les tensions Europe/États-Unis et la résistance croissante des pays en voie de développement. Il faut stopper la charge de l'Organisation Mondiale Contre la démocratie !

* Attac était co-organisateur du *Sommet pour un autre monde*, avec le CRID, Greenpeace, Amnesty International, les Amis de la Terre, Agir ici, le CCFD et le CADTM.

MST : LE MOUVEMENT DES SANS-TERRE DU BRÉSIL

Par Gabriel Maltais-Landry – ATTAC-Montréal

Le Brésil est le plus grand acteur économique d'Amérique latine (PIB de 700 milliards US ; revenu individuel moyen de 3500\$ US), bien qu'il soit déchiré par des inégalités criantes, surtout au niveau de la propriété terrienne (9% des propriétaires possèdent 78 % des terres). En effet, la campagne brésilienne est découpée en grandes propriétés (*latifundios*), dont l'attribution remonte à l'époque coloniale portugaise, alors qu'on y exploitait des monocultures de sucre ou de café par des esclaves. Mis à part quelques améliorations dans les conditions de travail, dont l'abolition de l'esclavagisme, obtenues suite à des manifestations populaires et la mise en place des *Ligas Camponesas* par le parti communiste (PCB) dans les années 1950, la situation des paysans et l'orientation exportatrice de l'agriculture ne changeront guère, grâce à la dictature héritée du coup d'état de 1964. C'est en 1985, lors de la chute de la dictature, qu'émergera le MST, mouvement opposé à la concentration des terres, prônant les modèles d'organisation rurale hérités des *Ligas Camponesas* et appuyé par des secteurs radicaux de l'église proche du PCB.

Le MST poursuit de nombreux objectifs : garantir un espace cultivable productif pour les paysans, attaquer directement les intérêts des multinationales et du grand capital brésilien, et obtenir de l'espace médiatique pour accroître son influence. Afin d'y arriver, les membres du MST utilisent une stratégie nouvelle et unique : des familles envahissent et occupent systématiquement

des terres inutilisées. Le MST justifie ses actions par la Constitution de 1988, qui stipule que le gouvernement peut retirer à leur propriétaire des propriétés ne remplissant pas leur fonction sociale ou qui abritent des conflits de travail ou des dégâts environnementaux.

De plus, le MST veut instaurer un nouveau type d'organisation économique collectiviste, les *Sistemas de Cooperativas dos Assentados*, pour remplacer le modèle traditionnel d'agriculture familiale défendu par les néolibéraux. Ce système coopératif vise l'introduction de nouvelles valeurs basées sur la coopération et la solidarité au sein de la société, en maintenant les membres militants et attentifs par des actions populaires ainsi que par une éducation intensive dans les coopératives. Toutefois, cette éducation n'est pas traditionnelle : on cherche à former des militants capables d'interpréter et de réagir dans leur milieu par la lutte au sein de mouvements sociaux, afin de bâtir une société non limitée à la production économique. En fait, le MST revendique plus que la simple régularisation des terres, il tente d'obtenir une réforme agraire (vaste redistribution des terres, élimination des *latifundios* et établissement d'une taille maximale pour la propriété rurale), en plus de revendiquer la légalisation des terres occupées, la réorientation de la politique agricole au profit des petits producteurs et d'autres mesures sociales.

À partir de 1990, l'implantation de réformes néolibérales permettra au MST de devenir le chef de file du mouvement brésilien contre le néolibéralisme, en s'opposant au modèle agricole mécanisé et élitiste prôné par les architectes du néolibéralisme. Les occupations ont donc comme cible additionnelle les réformes néolibérales, et elles menèrent le gouvernement brésilien à tenter d'intimider le MST.

Afin de contrer la répression gouvernementale, le MST s'est allié à des artistes, des personnalités internationales et des ONG en promouvant la Marche Nationale pour la réforme agraire, le travail et la justice (1997) qui se rendit à Brasilia en garantissant un espace médiatique régulier au MST. Passant par 253 villes et rassemblant 120 000 opposants au néolibéralisme, la marche permit de sensibiliser la population par des visites de campements et fit disparaître certains préjugés négatifs à l'égard des Sans Terre. De plus, elle reçut un appui massif de la population, de secteurs médiatiques

importants, de l'Église, et elle permit l'unification des mouvements de gauche, tout en permettant au MST d'obtenir une audience présidentielle.

Enfin, le MST a organisé le plébiscite contre le paiement de la dette externe en 2000 avec des syndicats et, présentement, il mène le mouvement brésilien opposé à la ZLÉA. Une version plus complète de ce texte est disponible sur le site Internet d'ATTAC-Québec.

Sources :

RAES, Florence. *Le Movimento dos trabalhadores rurais sem terra au Brésil : entre luttes paysannes et «nouveau mouvement social»*. Lusotopie, 2001 : p. 63-90.

GALDINO, Maurílio. *Challenging Democracies From Political Participation to Mass Radicalism in Brazil*, University of Toronto Press (UTP), Toronto (Canada), novembre 2002.

BOLIVIE :

VERS LA CONSTRUCTION D'UNE CULTURE DE LA PAIX

Par Justine Lesage – ATTAC-Montréal

Il s'appelait Javier. Le 13 février dernier à La Paz, en Bolivie, au terme d'une deuxième journée de confrontation sociale et d'émeutes, des tireurs d'élites placés sur les toits du centre ville lui ont tiré dessus. Après plus de 24 heures d'une véritable révolte populaire et de confrontation entre les policiers - soutenus par le peuple - et les forces militaires, Javier se promenait, brandissant un drapeau blanc et scandant sans arrêt le mot Paix, *Paz*. Il est devenu une des 29 victimes de la répression de cette résistance à l'*Impuestazo*, un impôt supplémentaire de 12,5%, suggéré par le Fonds Monétaire International (FMI) pour rembourser la dette extérieure de la Bolivie.

Bilan : soulèvements dans toutes les principales villes du pays ; 29 morts ; plus de 187 blessés graves ; 8 900 000 \$US de dégâts (destruction de bâtiments officiels) ; retrait de l'*Impuestazo*.

La situation actuelle en Bolivie est explosive. Depuis 1985, le gouvernement a choisi la voie de l'ultra libéralisme, tournée vers le commerce extérieur et le secteur privé. Il a ainsi abandonné progressivement son rôle de régulateur et de redistributeur des richesses, appliquant fidèlement les politiques d'ajustement structurel préconisées par le FMI pour empêcher l'inflation. Malgré cela, la Bolivie entre dans sa cinquième année de récession. Les conditions de vie et de travail se sont

fortement détériorées, le taux de chômage est extrêmement élevé et 70 % de la population se situe sous le seuil de la pauvreté.

À cela s'ajoute une crise profonde de la démocratie bolivienne avec une fragmentation des partis politiques, une généralisation de la corruption, une perte totale de crédibilité et de confiance envers le système politique.

Dans ce contexte, la promotion de la paix est plus pertinente que jamais. M Waldo Albarracin, président de l'Assemblée permanente des droits de l'homme en Bolivie, nous explique : « L'établissement d'une culture de paix profonde et durable est un des enjeux majeurs actuellement, mais également un de nos plus grands défis. Elle est très difficile, voire quasiment impossible à établir, dans le contexte d'exclusion sociale et de distribution inégale des richesses que vit la Bolivie. On voit continuellement l'émergence de conflits, surtout entre la société civile et les différents paliers de gouvernement. Des politiciens ont déjà étudié la question, mais aucune mesure radicale n'a jamais été prise. Le pays vit un énorme déséquilibre social, avec une pauvreté extrême, qui entraîne diverses contestations, des marches de protestations, des blocages d'autoroutes... L'impuissance de la sphère politique à résoudre la crise provoque des réactions primitives et violentes. Cette violence et cette injustice sociale affectent considérablement l'aspiration à la paix du pays ».

L'Assemblée permanente des droits de l'homme est un des organismes formant « l'Unité bolivienne des droits de l'homme, de la démocratie et du développement », qui agit depuis 1998 comme *ombudsman* dans la défense des droits du citoyen face aux pouvoirs publics.

Prévention active des conflits et promotion de la paix

Le bureau de l'ombudsman regroupe des organisations qui ont chacune un domaine

d'activité bien précis, comme le CEDLA (*Centro de estudios para el desarrollo laboral y agrario*), qui défend les droits des travailleurs, le CEJIS (*Centro de estudios juridicos e investigacion social*), qui travaille avec les paysans *sans-terre*, et bien d'autres, défendant les femmes, les autochtones...

Waldo Albarracin explique le rôle de l'organisation : « Nos actions sont très variées. Il s'agit en tout temps de défendre les victimes. Nous devons toujours être vigilants face aux atteintes portées aux droits de l'homme et ce, sans aucune discrimination. Nous faisons ensuite un travail important d'éducation aux droits de l'homme, aux différents niveaux de la société civile et à celui des gouvernements (allant des petites écoles à d'importants séminaires). Enfin, nous agissons constamment comme médiateurs, en tant que spécialistes en résolution pacifique de conflit. Il s'agit avant tout d'éviter toute forme de violence, et d'établir une véritable culture du dialogue. »

Les organismes qui constituent l'ombudsman travaillent dans un contexte de totale indépendance, malgré des tentatives de pressions exercées par le gouvernement : menaces de coupures de budget, chantage. M Albarracin a même été enlevé par des policiers en 1997, puis séquestré et torturé. La plupart des gens qui y oeuvrent le font à titre bénévole. C'est pourquoi le support qu'ils reçoivent de la part d'ONG étrangères (Oxfam-Québec, l'ACDI...) est très important pour leur garantir une certaine marge de manœuvre. À titre d'exemple, nous pouvons évoquer l'aide apportée à l'Assemblée des droits de l'homme par Oxfam-Québec (présence d'une coopérante québécoise jusqu'en 2000, renforcement institutionnel, planification et restructuration des méthodes de travail, communication...).

Une note d'espoir

La mise en place d'un mécanisme de contrôle comme l'ombudsman a fait renaître une lueur d'espoir dans la population

bolivienne, pourtant en manque totale de confiance envers les institutions du pays. Elle a également motivé des organismes de terrain qui relayent au quotidien cette lutte (autant) pour une plus grande participation sociale et collective et (que) pour un renforcement de la société civile. Mario Gonzalez, responsable de l'organisation *Gregoria Apaza*, un autre partenaire d'Oxfam-Québec qui lutte pour la promotion et l'intégration des femmes, raconte : « Pour établir un contexte de paix réelle en Bolivie, il va falloir opérer un changement fondamental du système

politique. Et c'est au niveau social que nous pouvons trouver des alternatives. Le travail des ONG et de la société civile est prioritaire. Il faut commencer à la base. Il faut que les gens aient le ventre plein, qu'ils reprennent confiance en eux et qu'ils connaissent leurs droits et les moyens de les faire respecter. Nous les aidons dans cette démarche. C'est un travail de longue haleine ».

Reportage paru dans *La Presse* du 7 mai 2003

CE BULLETIN EST LE VOTRE

**POUR TOUTE SUGGESTION, COMMENTAIRE OU QUESTIONS,
VEUILLEZ VOUS ADRESSER À lesagejustine@yahoo.fr**

ATTAC-Québec, comme des centaines d'autres organisations au Québec, au Canada et à travers le monde, a pour visée d'amener les instances politiques du monde et en premier lieu celles des pays industrialisés, à décréter une taxe sur les transactions financières sur le marché des devises (taxe Tobin). L'imposition de ces transactions spéculatives, qui détournent d'énormes sommes d'argent au profit de quelques super propriétaires mondiaux et qui gardent ainsi en otage des groupes sociaux entiers – quand ce ne sont pas les populations elles-mêmes – permettrait la création d'un fond d'aide internationale à la citoyenneté, à l'environnement et à la culture. Le mouvement ATTAC cherche aussi à amener les gouvernements à abolir les paradis fiscaux et centres financiers extraterritoriaux, lesquels favorisent l'évasion fiscale, la corruption, le blanchiment d'argent et la fuite de capitaux.

**Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez
ATTAC !**

ATTAC-QUÉBEC

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

Tél : (514) 279-7364

Télec : (514) 352-0046

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

Coordonnatrice du bulletin :

Justine Lesage lesagejustine@yahoo.fr